

Journal d'Afrique Centrale - R.D.C.

du 1 au 15 Avril 2016

n°289



Chronique réalisée par Luc de l'Arbre

Vendredi 1^{er} avril.

RDC: la résolution 2277, «une très bonne nouvelle pour ceux qui aiment la Constitution». Le professeur André Mbata, coordonnateur de l'Institut pour la démocratie, la gouvernance, la paix et le développement en Afrique, estime que la résolution 2277 renouvelant le mandat de la Monusco est « une très bonne nouvelle pour tous ceux qui aiment la Constitution ». André Mbata affirme que cette résolution «précise clairement la responsabilité des autorités congolaises d'organiser l'élection présidentielle conformément à la Constitution ». «Et c'est très clair. Les élections présidentielle et législatives doivent avoir lieu au mois de novembre 2016 pour éviter l'instabilité. Et ça, je crois que c'est un point très important. Le Conseil de sécurité reprend les mots conformément à la Constitution.

Kinshasa s'apprête à abriter un salon immobilier. Lors d'une conférence de presse animée jeudi 31 mars à Kinshasa, Nancy Mutombo, chief Exécutive officer de l'entreprise First building and associates, a annoncé l'organisation à Kinshasa les 29 et 30 avril d'un salon immobilier dénommé «Kinshasa construction expo». Plus de douze mille visiteurs sont attendus à ce forum, où sont prévues des expositions et des conférences autour du thème: «Bâtir un patrimoine immobilier ambitieux en RDC».

David Gressly et Mamadou Diallo en visite à Goma. Les deux représentants spéciaux-adjoints du Secrétaire général de la l'Onu en RDC séjournent, depuis jeudi 31 mars, à Goma (Nord-Kivu). A leur arrivée, David Gressly et Mamadou Diallo ont discuté avec le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku Kahongya, sur la reprise de coopération militaire entre les FARDC et la Monusco. Selon le nouvel accord signé, fin janvier dernier, les forces de la Monusco apporteront un appui logistique et militaire aux FARDC lors des opérations contre les groupes armés encore actifs dans cette région.

Massacres de Beni: le député Muhindo réclame l'ouverture du procès des prévenus. Le député Paul Muhindo demande au ministre de la Justice, Alexis Thambwe Mwamba, d'user son pouvoir d'injonction et d'ordonner aux magistrats de mettre en état tous les dossiers des présumés coupables dans les massacres de Beni. Ces personnes arrêtées au motif d'avoir participé aux différents massacres de Beni ne sont toujours pas encore présentés au juge. Il y a urgence, estime Paul Muhindo, car certains de ces prévenus ont trouvé la mort avant le procès..

Sud-Ubangi : José Makila Sumanda élu gouverneur. José Makila Sumanda a été élu gouverneur du Sub-Ubangi, au terme du scrutin organisé vendredi 1er avril à Gemena par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Avec quatorze voix sur vingt-quatre, il a battu le candidat de la majorité, qui a recueilli neuf voix et celui du Mouvement de libération du Congo (MLC), une voix.

Kinshasa: le délestage persiste malgré la mise en service du groupe «G26» à Inga. Les habitants de Kinshasa continuent de déplorer des délestages prolongés et coupures intempestives de l'électricité dans la plupart des communes, malgré la mise en service le dimanche 27 mars à 20h44 TU du groupe G26 sur le site d'Inga dans la province du Kongo-central, qui alimente spécialement la capitale congolaise, ont indiqué des sources locales vendredi 1 avril. Avec la mise en route de ce groupe, qui était tombé en panne depuis janvier dernier, la situation de la desserte électrique devrait pourtant s'améliorer.

Le patron de Congo Airways «satisfait» de l'acquisition d'un 3ème avion. Le directeur général de la compagnie aérienne nationale «Congo Airways », Claude Kirongozi, a exprimé jeudi 31 mars sa satisfaction après l'acquisition, le même jour, d'un nouvel avion de ligne, un bombardier de marque canadienne de 74 places. Le directeur général de Congo

Airways note cependant avec regret que les deux premiers avions ne volent pas assez compte tenu du trafic aérien congolais qu'il juge «bas».

Beni : la société civile satisfaite du renouvellement du mandat de la Monusco. La société civile de Beni au Nord-Kivu se dit satisfaite du renouvellement du mandat de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en RDC (Monusco) et du maintien de ses effectifs militaires par le conseil de sécurité de l'Onu.

RDC : la Banque mondiale approuve un don supplémentaire de 41 millions USD. Le Conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé, mardi 29 mars dernier, un don supplémentaire de trente millions de dollars américains en faveur de la République démocratique du Congo (RDC). Cette somme aidera à renforcer le projet des systèmes de développement humain. Selon le chef de programme du développement humain, Luc Laviolette, deux autres aides ont été approuvées. Il s'agit du fonds fiduciaire du Mécanisme de financement mondial (GFF) à hauteur de 10 millions de dollars et celle du Fonds japonais pour le développement des politiques et des ressources humaines estimée à 1,08 million de dollars américaines. Ces aides sont à hauteur globale de 41, 8 millions de dollars américains.

RDC-Présidentielle : le choix de Katumbi par le G7 est « la concrétisation d'une trahison ». Le porte-parole de la Majorité présidentielle (MP), Alain-André Atundu qualifie le choix de Moïse Katumbi, comme candidat de G7 pour la présidentielle, de « non-événement ». Dans une conférence de presse organisée vendredi 1er avril à Kinshasa, il a estimé que cette désignation « est la fin théâtrale et théâtralisée d'une opération de trahison initiée sournoisement depuis belle lurette par le principal intéressé ». « Je comprends donc mieux que les prétendues révélations sur les tentatives d'empoisonnement, les accidents-attentats faisaient partie d'un scénario bien mis au point en provenance de l'Europe », a affirmé Alain-André Atundu.

Samedi 2 avril.

Snel: «La production dans notre pays a un niveau limité», affirme Eric Mbala. Le Directeur général de la Société nationale d'électricité (Snel), Eric Mbala reconnaît que la faible production de l'énergie électrique en RDC. «La production installée dans notre pays a un niveau limité pendant que la demande est très très élevée. Inga (Ndlr: le barrage) ne reflète que 44% du potentiel hydro électrique du pays et il y a encore 56% éparpillés à travers le pays», a souligné Eric Mbala. Le Directeur général de la Snel a également exprimé l'intention de son entreprise de collaborer avec la firme chinoise «Trois Gorges» pour mettre en œuvre d'autres infrastructures d'électricité en RDC.

RDC: le BCNUDH appelle à la protection des défenseurs des droits de l'homme. Le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH) appelle à la protection des défenseurs des droits de l'homme en RDC. Son directeur, José Maria Aranaz, a lancé cet appel, vendredi 1er avril à Mbandaka, à l'issue d'une mission dans la nouvelle province de l'Equateur. «Il faut créer un climat de protection physique pour les ONG des droits de l'homme. Nous travaillons pour faire les formations mais également des plaidoyers pour doter les défenseurs des droits de l'homme de sécurité physique et de sécurité légale», a-t-il indiqué.

Nord-Kivu: les FARDC se retirent du groupement Ihana. Les Forces armées de la RDC (FARDC) se retirent, depuis trois jours, du groupement Ihana, en territoire de Walikale (Nord-Kivu). Ces militaires qui dégarnissent l'axe Bibua-Ruvungi sont déployés sur l'axe Walikale-Bukavu, laissant vide leurs positions. Ce qui inquiète la population de cette contrée. Trois jours seulement après ce retrait, des sources concordantes signalent la présence des Mai-Mai NDC/Renové de Guidon dans cette partie du Nord-Kivu.

Ituri: vive une tension observée entre deux ethnies. Une vive tension est observée, depuis trois semaines, entre les habitants de Walendu Bindi et ceux de Bahema Boga après que les miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) ont assassiné un homme dans la contrée. Le chef de collectivité de Walendu Bindi sollicite l'intervention des autorités provinciales pour décrier la tension entre ces deux entités du territoire d'Irumu. Selon lui, le trafic entre les deux localités tourne déjà au ralenti car les habitants redoutent d'être attaqués sur ce tronçon.

Nord-Kivu: le vice-gouverneur préconise la cohabitation pacifique à Buleusa. Le vice-gouverneur du Nord-Kivu, Feller Lutaichirwa exhorte les Bakumbule et Banyabwisha, deux communautés en conflit de la localité de Buleusa, en groupement Ikobo, de vivre en paix. «Nous nous rendons compte des problèmes qui persistent, des suspicions communautaires. Parmi les problèmes identifiés, il y a la globalisation parce que lorsqu'un membre de telle communauté pose un problème, ceci est attribué à toute la communauté. ».

Kinshasa : la pluie perturbe le bon déroulement des activités économiques. Les activités économiques ont tourné au ralenti, samedi 2 avril à Kinshasa. La forte pluie qui s'est abattue depuis tôt le matin a empêché le petit commerce de bien fonctionner. Quelques magasins et boutiques sont restés fermés.

La Snel signe un partenariat avec une société chinoise pour améliorer la desserte électrique. La Société nationale d'électricité (Snel) et la société chinoise Trois gorges (CTG) ont signé, samedi 2 avril, un protocole d'accord pour améliorer la desserte en énergie électrique en République démocratique du Congo. CTG est la première puissance

hydroélectrique au monde. Elle s'engage à accompagner la Snel dans la réalisation du projet Grand Inga et la construction de plusieurs autres centrales hydroélectriques à travers le pays. Le partenariat Snel-CTG vise à exploiter les 100 000 Mégawatts de potentialité hydroélectrique congolaise, afin de répondre au besoin de plus en plus croissant en électricité en RDC, en Afrique et dans le monde.

Nord-Ubangi: les activités paralysées à Gbadolite suite à la pénurie d'électricité. La ville de Gbadolite (Nord-Ubangi) est dans le noir depuis une semaine. La population n'a pas accès à la fourniture électrique, de suite de l'arrêt de la centrale hydroélectrique de Mobayi-Mbongo, à 25 km de la ville, a déploré samedi 2 avril le maire de cette entité, Egide Nyipingo. Cette situation paralyse les activités économiques et sociales.

Kasai-Central : près de 5 000 malades de tuberculose répertoriés en 2015. Quatre mille neuf cent quarante-trois cas de personnes ont été détectés malades de tuberculose en 2015, selon les statistiques livrées samedi 2 avril, au cours du lancement des activités de lutte contre la Tuberculose pour l'exercice 2016. 3 871 ont été confirmés pathologiques. Pour le Médecin coordonnateur de ce programme, Dr Simon Lobo, ce chiffre représente une progression de 3% comparativement à l'année 2014.

Dimanche 3 avril.

Bunia : mauvaise qualité de l'éclairage public. Des habitants de Bunia en Ituri ont fustigé samedi 2 avril la mauvaise qualité de l'éclairage public implanté sur le Boulevard de libération par l'entreprise Société commerciale de transport et de commissionnaire au Congo (Socotransco). Le cout total de ce projet qui concerne aussi d'autres coins de l'Ituri est estimé à 1 875 000 de dollars américains. C'est depuis quelques jours que les poteaux lumineux implantés le long de l'artère principale de Bunia ne s'allument plus. Cette situation qui pousse certains habitants à se poser des questions sur l'avenir de ce projet.

Nord-Kivu: le député Munubo s'inquiète de retraits des FARDC de certaines localités. Le député Juvénal Munubo, élu du Nord-Kivu, s'inquiète des mouvements opérés par les Forces armées de la RDC dans cette province. Depuis trois jours, les militaires congolais ont se sont retirés de l'axe Bibua-Ruvungi dans le groupement Ihana, en territoire de Walikale. Les FARDC sont redéployées sur l'axe Walikale-Bukavu, laissant vide leurs positions. Les miliciens ont profité de cette absence pour assiéger quelques villages, créant de l'insécurité dans cette contrée.

Sud-Kivu: la population décrie les barrières illégales sur les routes. La population de la localité de Mbobero dans le territoire de Kabare (Sud-Kivu) dénonce l'existence de multiples barrières routières dans leur entourage.. Les autorités territoriales reconnaissent cette situation, promettant de s'y atteler. La même situation est décriée dans les territoires de Walungu et Kalehe. Selon la société civile de Mbobero à Kabare, une barrière illégale est située au pont reliant la commune de Bagira à la localité de Mbobero. Elle cite deux autres barrières dans le même entourage, qui constituent « un calvaire pour les passants qui sont torturés, tracassés et rançonnés». Les usagers sont obligés de verser entre 100 et 500 francs congolais (0,50 dollar américain) par passage.

Bukavu: les petits vendeurs de carburant interdits d'exercer. Tous les petits vendeurs du carburant, communément appelé: «Kadafi», doivent évacuer leurs points de vente situés le long des routes dans la ville de Bukavu au Sud-Kivu, a décidé samedi 2 avril le maire Philémon Yogolelo. Selon lui, cette décision fait suite aux plaintes des propriétaires des véhicules. Les automobilistes accusent en effet ces petits vendeurs d'associer le carburant qu'ils vendent à d'autres matières pour en augmenter la quantité. La pratique, devenue monnaie courante, entraîne beaucoup de pannes des véhicules.

Tanganyika: les autorités judiciaires renouvellent leur serment. Le président de la nouvelle cour d'appel de Kalemie, Lubaba Shimbi, et le procureur de la République près le tribunal de grande instance, Janssens Asaba Bahati, et le premier substitut du procureur, Onse Ilunga Mulaya ont renouvelé leur serment samedi 2 avril dans la capitale provinciale du Tanganyika. Avec l'événement, la cour d'appel lance ses activités dans cette nouvelle province.

Haut-Uele: des braconniers accusés de viol et pillage à Wamba. Dans une correspondance adressée samedi 2 avril à la section Droits de l'homme de la Monusco/Kisangani, la société civile du territoire de Wamba (Socidewa) dans la province du Haut-Uele a dénoncé le pillage des biens de la population du village Bapoa par des braconniers. Tandis que des femmes ont été violées dans les villages Opiko, Baza et Agoyo, à plus de cinq cents kilomètres au Nord-Est de Kisangani. La Socidewa se plaint pour la nième fois de voir les femmes et les enfants être victimes des exactions des braconniers.

RDC: élu vice-gouverneur du Bas-Uélé, François Barthélemy Mayonga est décédé. Le nouveau vice-gouverneur de la province du Bas-Uélé est décédé dimanche 3 avril à Buta. Il a été élu le 26 mars dernier, selon les résultats provisoires publiés par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Selon le gouverneur du Bas-Uélé, François Barthélemy Mayonga est mort de suite d'une maladie à l'hôpital général de référence de Buta.

RDC: la Banque centrale invite les épargnants à continuer à faire confiance à la Biac. Le gouverneur de la Banque centrale du Congo (BCC), Deogratias Mutombo, a invité dimanche 3 avril les épargnants à continuer à faire confiance à la

Banque internationale pour l'Afrique au Congo (Biac). Cette banque connaît des difficultés de trésorerie. Depuis quelques jours, plusieurs de ses clients se sont précipités dans les agences et distributeurs de monnaie pour vider leurs comptes.

Kinshasa: des refoulés de Brazzaville se plaignent de leur condition de vie. Des ressortissants de la RDC refoulés de Brazzaville il y a deux ans et qui ont construit des abris de fortune près du stade cardinal Malula à Kinshasa se plaignent de leur condition de vie. Quand il pleut, ces familles éprouvent des difficultés pour se protéger.

Sud-Kivu: la chefferie de Wakabango manque de routes et d'écoles, selon la société civile. Le président de la société civile de Shabunda, Joseph Mpeseni, affirme que la chefferie de Wakabango manque de routes et d'écoles. Faut de routes, indique-t-il, cette chefferie est enclavée. Il regrette que « les autorités ne fréquentent pas cette entité » où « aucune école n'a été construite depuis l'époque coloniale ».

Lundi 4 avril.

Fièvre jaune: le Rwanda renforce la surveillance à la frontière avec la RDC. Le Rwanda met ses frontières notamment celle avec la RDC sous haute surveillance. Le ministère rwandais de la Santé indique vouloir protéger sa population contre trois maladies dont la fièvre jaune qui sévit en Angola, un pays frontalier de la RDC. Kigali indique vouloir s'assurer que les Congolais qui rentrent sur son territoire ne sont pas infectés par cette maladie. Le gouvernement rwandais décide ainsi de rendre obligatoire la carte jaune pour la vaccination contre la fièvre jaune pour entrer et sortir du pays.

RDC: UNMASS a déminé 300 000 m² des terrains en 2015. Le coordonnateur régional de l'UNMASS/RDC, Bruno Bouchardy, a annoncé lundi 4 avril que la structure qu'il dirige avait déminé ou dépollué environ 330 000 mètres carrés de terrain situés à côté d'habitations ou de terrains cultivables. «Un peu plus de deux cents mines ont été retirées du terrain, soixante-neuf sous-minutions ont été ramassées et détruites, et environ trente mille résidus explosifs de guerre autres que mines ou sous-minutions ont été ramassées, dépolluées et détruites», a détaillé Bruno Bouchardy. **Sud-Kivu: l'UNMAS a détruit plus de 5000 engins explosifs en 11 mois.** Le service de la lutte anti-mines des Nations unies (UNMAS) a détruit plus de 5000 engins explosifs de guerre, en onze mois, au Sud-Kivu. Le responsable provincial de ce service, Elie Kambale a dressé ce bilan en marge de la journée anti-mines, célébrée le 4 avril de chaque année.

Kongo-Central: les autorités sensibilisent contre la fièvre jaune. La ministre provinciale de la Santé du Kongo-Central, Thérèse-Louise Mambu Nyangi, invite la population à amener tout cas de fièvre persistante à l'hôpital. Elle a lancé cet appel, samedi 2 avril à Matadi, dans le cadre de la sensibilisation des femmes de cette province sur le danger de la fièvre jaune. Thérèse-Louise Mambu affirme avoir déjà recensé cinquante-huit cas de fièvres, mais seuls douze cas ont été confirmées comme fièvre jaune au niveau de l'Institut national des recherches biomédicales (INRB) à Kinshasa.

RDC: 4 villages de Lubero se vident suite aux menaces des FDLR. Les populations de Kasiki, Miriki, Buleusa et Luofu, en territoire de Lubero (Nord-Kivu), abandonnent leurs habitations, depuis dimanche 3 avril, pour fuir les menaces des FDLR dans la contrée. Pris de panique, ces habitants accusent ces rebelles d'avoir jeté des tracts, annonçant le massacre de certains membres de communautés locales. La présence de huit officiers des FDLR, le 29 et 30 mars derniers, dans le camp des déplacés de Kyuto, renforce les craintes de ces habitants.

L'évacuation des immondices pose problème à Kinshasa. La ville de Kinshasa est confrontée au problème d'évacuation des immondices. De petites poubelles, installées depuis trois ans par les autorités urbaines le long de grandes artères ou près des abris bus, n'existent plus, a constaté un reporter de Radio Okapi au terme d'une mini-enquête dimanche 3 avril. Cependant, une quantité d'immondices collectées à travers la ville ne sont pas traitées. Elles sont amassées sur le site de l'ex- centre technique d'enfouissement à Kinkole. Les poubelles encore en place sont rouillées, laissant sortir des immondices ou encore reçoivent même des déchets des ménages qui ne sont pas évacués à temps.

Lubumbashi: la prison de Kassapa est délabrée. Le directeur de la prison de Kassapa (Haut-Katanga), Justin Kasonkwe, a plaidé pour la réhabilitation de cette maison carcérale délabrée. «Je dois vous avouer que cette prison a été inaugurée en 1958. Et, depuis cette époque-là, c'est une prison qui n'a jamais été réhabilitée. D'une capacité d'accueil de 600 personnes, la prison de Kassapa compte à ce jour plus 1800 détenus. Selon M. Kasonkwe, sur 40 dortoirs, seuls 21 fonctionnent, les autres étant dans un état de délabrement avancé.

Lomami: environ 30 maisons emportées par les pluies à Kabinda. Plus de trente maisons d'habitation se sont écroulées, à la suite des pluies abondantes qui se sont abattues ces trois derniers jours à Kabinda (Lomami).

Lubumbashi: le cholera fait trois morts à Kampemba. Trois personnes sont décédées de choléra sur une soixantaine de cas enregistrés, depuis janvier dernier, à Bongonga, un quartier de la commune de Kampemba, à Lubumbashi (Haut-Katanga). Des sources locales qui livrent cette information, lundi 4 avril, précisent que cette partie de la ville est la plus touchée à cause de l'insalubrité et la promiscuité.

Difficultés de la Biac: Jean-Lucien Busa interpelle la Banque centrale du Congo. Le député national Jean-Lucien Busa a déposé, lundi 4 avril au bureau de l'Assemblée nationale, une question orale avec débat à l'endroit de la Banque centrale

du Congo (BCC). L'initiateur voudrait avoir plus d'éclairages sur la situation qui secoue la Banque internationale pour l'Afrique au Congo (Biac). Pour Jean-Lucien Busa, la BCC est responsable de cette situation : « tant que banque des banques n'a pas joué son rôle pour réguler le système financier congolais ».

RDC : HRW exige la libération « immédiate » de 29 ex-enfants soldats détenus à Angenga. L'ONG internationale Human Rights Watch (HRW) demande au gouvernement de la RDC de libérer «immédiatement» vingt-neuf enfants anciens soldats détenus depuis l'année dernière dans la prison militaire d'Angenga, dans la province de la Mongala. Dans un communiqué publié le même jour, HRW renseigne que ces enfants n'ont commis aucun crime et sont détenus dans des conditions inhumaines avec des adultes. Selon elle, les autorités de la RDC ont affirmé que ces garçons, âgés de 15 à 17 ans, étaient membres d'un groupe rebelle armé.

RDC : Denis Kambayi satisfait de son bilan au ministère des Sports. Le ministre des Sports, Denis Kambayi, a dressé un bilan positif de sa gestion à la tête du ministère des Sports. Il a été nommé à ce poste il y a six mois. Au cours d'un point de presse organisé samedi 2 avril à Kinshasa, il met notamment à son actif le sacre du Championnat d'Afrique des Nations (Chan) 2016 joué au Rwanda, le trophée de la Ligue des champions remporté par le TP Mazembe, le lancement du civisme sportif et la mise en place d'un plan de la jeunesse.

Mardi 5 avril.

Modeste Bahati : «On a appliqué la TVA dans la précipitation». Le ministre de l'Economie, Modeste Bahati, affirme que l'institution de la Taxe sur la valeur ajoutée est une expérience non convaincante en RDC. Dans une interview accordée lundi 4 avril à Radio Okapi, il estime que cette taxe a été appliquée dans la précipitation. Selon lui, la TVA aurait dû être appliquée graduellement et ne devrait pas être généralisée. «Pour des produits de luxe, on pouvait fixer le taux à 16% mais pour les produits alimentaires, matériaux de construction, elle devrait être de faible taux pour stimuler la consommation», a-t-il estimé.

Le Kasai-Oriental s'apprête à créer son comité provincial de nutrition. Les travaux de rédaction du projet de l'arrêté provincial portant création du comité provincial de nutrition se sont terminés dimanche 3 avril à Mbuji-Mayi au Kasai-Oriental. Ils font suite au décret du Premier ministre recommandant la mise sur pied des comités provinciaux et locaux qui devraient s'occuper du renforcement de la nutrition dans toutes les contrées de la RDC. L'objectif de ces travaux est d'adhérer à l'initiative du mouvement mondial de lutte contre la malnutrition, a indiqué le président du comité provisoire de nutrition au Kasai-Oriental, Georges Kabongo.

Kalehe: un dialogue social pour combattre les groupes armés. Les communautés de Kalehe réfléchissent, depuis lundi 4 avril à Minova-centre, sur les stratégies de lutte contre les groupes armés dans ce territoire du Sud-Kivu. A l'occasion, le représentant du ministre provincial de l'Intérieur a exprimé son vœu de voir ce forum favoriser la cohésion sociale entre les différentes communautés de Kalehe. La cohabitation des communautés est souvent mise en mal par des rivalités dues aux conflits fonciers. Le territoire de Kalehe est en proie aux miliciens Nyatura, Raïa Mutomboki etc., accusés de commettre de multiples exactions contre les civils.

RDC: le député Mbikayi plaide pour la baisse du prix du carburant. Le député Steve Mbikayi a adressé au ministre de l'Economie, Modeste Bahati, une question écrite pour qu'il fournisse à la représentation nationale des explications sur le prix du carburant, qui ne baisse pas en RDC. Il veut connaître la raison du maintien de l'ancien prix, alors que celui du baril a connu une baisse au niveau mondial.

Fièvre jaune: des mesures de surveillance renforcées dans l'ex-Kasai-Occidental. Les autorités sanitaires de l'ancienne province du Kasai-Occidental ont renforcé, depuis trois jours, la surveillance épidémiologique dans les zones de santé de Lwiza et Kamako pour contenir l'épidémie de fièvre jaune, déclarée depuis décembre dernier en Angola voisin. Elles affirment avoir notifié deux cas suspect de fièvre jaune dans la zone de santé de Kamonia et trois autres dans celle de Tshikapa (Kasai).

Beni: les prestataires de santé en grève pour dénoncer l'insécurité à Oicha. Les prestataires de santé de vingt-cinq centres de santé dont cinq de référence et d'un hôpital général de la zone de santé d'Oicha, en territoire de Beni (Nord-Kivu) observent, depuis lundi 4 avril, un arrêt de travail. Dans leur memorandum adressé au ministre de la Santé publique, ces prestataires de santé dont les médecins, infirmiers et personnel administratif réclament les avantages promis à leur entité qui doit devenir une zone sinistrée conformément à la promesse du président Kabila qui s'était rendu à Beni en décembre dernier. Ces grévistes réclament également que 565 prestataires de santé soient inscrits sur les listes de paie en plus de la reconstruction de l'hôpital d'Eringeti incendié, l'année dernière, au cours d'une attaque armée des rebelles ADF.

Sud-Kivu: le gouverneur Marcellin Cishambo remanie son gouvernement. Le gouverneur du Sud-Kivu, Marcellin Cishambo a remanié, mardi 5 avril, son équipe gouvernementale, composée de dix ministres dont quatre femmes. Dans cette nouvelle équipe, seuls les ministres provinciaux de la Santé et de l'Agriculture ont été reconduits à leurs postes. Parmi les nouvelles figures, il y a notamment l'ancien directeur provincial de la Société nationale d'électricité (Snel) au Sud-Kivu,

Adolphe Bizimungu. La plupart des ministres promus sont issus des partis politiques membres de la Majorité présidentielle (MP).

RDC : ouverture du procès des casques bleus congolais accusés de viol en Centrafrique. Le procès de viol contre une vingtaine d'anciens casques bleus du contingent congolais de la Mission des Nations unies en Centrafrique (Minusca) s'est ouvert lundi 4 avril à la prison militaire de Ndolo à Kinshasa. Ces anciens militaires de l'Onu sont accusés de violation des consignes et de viol qu'ils auraient commis en Centrafrique en 2015. L'audience de ce mardi a été consacrée à l'identification assistée d'un défenseur judiciaire des Forces armées de la RDC (FARDC).

Beni : la Monusco enquête sur les allégations d'abus sexuels commis par les casques bleus. La Monusco enquête sur une allégation de onze cas d'abus sexuels qui auraient été commis par des casques bleus tanzaniens à Beni au Nord-Kivu. Pour le porte-parole de la Mission onusienne en RDC, Félix Prosper Basse, son organisation mettra tout en œuvre pour que ces enquêtes soient menées en toute transparence et ce, conformément à la politique de la tolérance zéro décrétée par le Secrétaire général de l'Onu.

Malgré les promesses de réouverture, la BIAC encore fermée. Les guichets de la Banque internationale pour l'Afrique au Congo (Biac) n'ont pas ouvert mardi 5 avril, contrairement au communiqué de la Banque centrale du Congo appelant la population à faire confiance en cette banque.

Ex-Katanga : 5 ONG s'inquiètent de la forte présence militaire. Cinq ONG de défense de droits de l'homme s'inquiètent de la circulation, depuis le 1er avril, des militaires lourdement armés, ainsi que des chars de combat, des auto-blindés, des caisses de munitions dans l'ancienne province du Katanga. Dans une lettre ouverte adressée mardi 5 avril au ministre de la Défense, ces ONG demandent plus d'éclairages sur cette situation. Ces ONG affirment que des militaires lourdement armés sont aperçus dans les villes de Lubumbashi, Kamina, Kolwezi et Kalemie. Quelques 60 chars de combats ont été aperçus vendredi dernier dans la commune Kenya dans la ville de Lubumbashi, précisent ces ONG.

Mercredi 6 avril.

La BCC affirme avoir apporté suffisamment de liquidité à la BIAC. «La Banque centrale du Congo a apporté suffisamment de liquidité à la Biac», a déclaré mardi en conférence de presse Deogratias Mutombo après une semaine de tension dans cette banque commerciale en crise de liquidité. Le gouverneur de la Banque centrale n'a en revanche pas indiqué la hauteur de l'apport de son institution à la Biac. Deogratias Mutombo a par ailleurs déclaré que les activités de la Biac avaient effectivement repris dans la journée contrairement à ce qu'a pu constater Radio Okapi.

Nord-Kivu: 6 personnes condamnées à mort pour assassinat d'un chef de groupement. Six civils ont été condamnés lundi 5 avril à la peine capitale pour association des malfaiteurs et l'assassinat en mars dernier du chef de groupement de Jomba et de deux membres du comité de sécurité de Bunagana (Nord-Kivu). Le tribunal militaire garnison de Goma, qui les a condamnés, a également décidé de la saisie de l'hôtel Gorilla Motel de Bunagana où l'assassinat a été perpétré. Pendant le procès, l'un des condamnés a déclaré que le propriétaire de l'hôtel, qui vit actuellement au Rwanda, a participé à la préparation de l'assassinat. Au total, vingt-cinq personnes ont été jugées par ce tribunal militaire qui a siégé en chambre foraine à Bunagana pendant quinze jours.

Sud-Kivu: 5 généraux vulgarisent la loi sur la réforme de l'armée. Cinq généraux des Forces armées de la république démocratique du Congo (FARDC) venus de Kinshasa ont vulgarisé la loi sur la réforme de l'armée à Bukavu du Sud-Kivu. Plus de 80 officiers supérieurs, commandants de grandes unités et les chefs des services du secteur opérationnel sud de cette province et subalternes, venus d'Uvira et de Fizi, ont participé à cette campagne de sensibilisation. «La formation des militaires entraîne leur changement de comportement. Ceux qui vont à l'encontre du comportement prescrit, ils s'exposent aux sanctions, parce que la réforme concerne aussi la justice militaire. Ce qui signifie qu'il n'y aura plus d'impunité», explique le général Etienne Mbusu.

Sud-Kivu: le général Bwange Safari appelle les miliciens du groupe Gumino à désarmer. Le général Bwange Safari, commandant du secteur opérationnel Sokola II au Sud-Kivu demande aux miliciens du groupe Gumino de déposer les armes. Il a fait cet appel, lundi 4 avril au cours d'un meeting populaire à Bijombo (territoire d'Uvira), à l'occasion d'une mission d'inspection des troupes. Ces miliciens qui s'étaient affrontés à d'autres groupes armés Maï-Maï avant de prendre le contrôle de certaines localités, récupérées à ce jour par les FARDC. Le général Bwange a par ailleurs appelé les déplacés à regagner leurs villages, désormais contrôlés par les FARDC.

RDC: la société SEGUCE encourage les importations et exportations en ligne. La Société d'exploitation du guichet unique du commerce extérieur (SEGUCE) offre l'opportunité aux opérateurs économiques de la RDC de mener en ligne leurs activités d'importation et d'exportation des marchandises. Le chargé du service client de cette société, Dauphin Dikulu, a livré mardi 5 avril à Kinshasa les avantages de cette méthode, notamment la réduction des frais de transaction. Dauphin Dikulu a indiqué que l'opérateur désirant bénéficier de service de SEGUCE est appelé à s'enregistrer dans le site de la plateforme et à suivre une formation appropriée. L'adresse mail est : supportclient@segucerdc.cd Après cette

formation, il aura un identifiant et un mot de passe qui lui permettront d'accéder dans le site et de faire des importations et exportations des marchandises via Internet.

La police saisit une tonne de chanvre en Ituri. La police a présenté mardi 5 avril à la presse environ une tonne de chanvre saisie lundi à Bunia. Le porte-parole de la police en Ituri, major Abeli Mwangu, indique que ce chanvre a été saisi par des policiers dans la localité de Djalasiga en territoire de Mahagi. Selon lui, ce produit provenait de l'Ouganda. Emballé dans des sacs, il était transporté à bord des motos.

Election de gouverneurs: les députés MLC déclarés démissionnaires au Sud-Ubangi. Les treize députés provinciaux Mouvement de libération du Congo (MLC) au Sud-Ubangi sont déclarés démissionnaires. Le président fédéral de ce parti de l'opposition, Gaby Mbombo, a annoncé cette décision, mardi 5 avril, au cours d'une conférence de presse tenue à Gemena, accusant les intéressés de trahison. Le MLC a désavoué ses députés, cinq jours après l'élection du candidat indépendant José Makila au poste de gouverneur du Sud-Ubangi. Les cadres du MLC disent ne pas comprendre comment leur candidat à l'élection du gouverneur, Pelendo Goza, n'a récolté qu'une voix alors que le parti compte treize députés sur vingt-quatre à l'assemblée provinciale du Sud-Ubangi.

Mbandaka: Profit Congo vulgarise la loi sur la nomenclature des impôts. Plusieurs cadres de la Régie générale des recettes de la province de l'Equateur (DGRPEQ) ont participé mardi 5 avril à Mbandaka, à un atelier de vulgarisation de la loi financière fixant la nomenclature des impôts, droits, taxes et redevances de provinces et entités décentralisées. Cette session élargie à certains chefs de secteur et les responsables de la Fédération des entreprises du Congo (Fec) a été initiée par l'entreprise Profit Congo, dans le but d'éviter l'ignorance des contribuables.

Kisangani: lancement de la réhabilitation de la voirie urbaine. Le commissaire spécial de la Tshopo, Jean Ilongo Tokole, a lancé officiellement mardi 5 avril, les travaux de réhabilitation de la voirie urbaine à Kisangani. Le coût total des travaux s'élève à plus de 3 millions de dollars américains. Selon le contrat signé entre l'Office de voirie et drainage (OVD) et l'entreprise chinoise Zingwey technique corporation (ZTC), 5, 2 km des routes seront réhabilitées. Ces travaux consistent à l'assainissement et l'asphaltage des tronçons devenus impraticables.

L'ONG CODEPEF s'inquiète de la libération des présumés assassins d'un chef de chefferie. L'ONG de défense des droits de l'homme CODEPEF s'inquiète de la mise en liberté provisoire des présumés assassins de Jules Asunya, chef de la chefferie des Babila Babombi dans le territoire de Mambasa en Ituri. Selon elle, plus de cinq des dix personnes arrêtées depuis janvier dernier après ce meurtre, auraient déjà bénéficié d'une liberté provisoire.

Une dizaine de nouveaux cas de choléra enregistrés à Malemba Nkulu. Dix nouveaux cas de choléra ont été enregistrés depuis lundi 4 avril au centre de traitement de cette maladie dans la zone de santé de Malemba Nkulu (Haut Lomami).

Nord-Kivu: 3 présumés bandits arrêtés à Kiwanja. L'auditorat militaire de Rutshuru a arrêté mardi 5 avril trois présumés bandits dans un hôtel de la cité de Kiwanja au Nord-Kivu. Des sources de l'auditorat militaire indiquent, sans plus de détails, que les personnes arrêtées planifiaient des attaques dans la région. L'une de trois personnes arrêtées est un bandit réputé dans la région. Recherché depuis deux ans par les forces de l'ordre, il est surnommé « Mandefu ». Il est accusé de plusieurs meurtres à Kiwanja. Il serait également l'auteur du braquage d'un point de vente de l'entreprise Airtel à Rutshuru en 2014. Une somme de 35 000 dollars américains a été emportée au cours de ce braquage.

Élections en RDC : la Monusco s'en tient au respect du délai constitutionnel La Mission des Nations unies pour la stabilisation en RDC (Monusco) s'en tient pour l'instant au respect du délai constitutionnel : «Pour l'instant, au niveau des Nations unies, au niveau de la résolution 2277, c'est clair : le processus électoral doit tenir compte du délai constitutionnel. Ça a été réitéré par Ban Ki-moon lors de son passage ici. Je pense que c'est important que les acteurs politiques puissent agir en se disant que ce délai constitutionnel peut et doit être respecté », a déclaré Charles-Antoine Bambara, au cours de la conférence de presse hebdomadaire des Nations unies.

RDC : Evariste Boshab propose de renforcer des mesures d'adoption des enfants. Le vice-Premier ministre en charge de l'Intérieur, Evariste Boshab, propose le renforcement des conditions d'adoption des enfants congolais. Il a fait cette suggestion mercredi 6 avril, lors de sa réplique aux questions des sénateurs sur ce sujet. Evariste Boshab tient à ce que ces enfants, une fois adoptés, soient bien traités et ne partent pas dans des familles homosexuelles. En attendant, Evariste Boshab propose de travailler en collaboration avec les services de suivi des enfants adoptés dans les représentations diplomatiques.

Kinshasa: le général Kanyama appelle les policiers « à plus de dignité et d'abnégation ». Le commissaire provincial de la police ville de Kinshasa, le général Célestin Kanyama, invite les policiers, particulièrement ceux de la Police de circulation routière « à plus de dignité et d'abnégation dans leur travail ». Au cours d'une parade de moralisation tenue mercredi 6 avril au stade des Martyrs, il a aussi appelé la population à identifier les bons éléments et à dénoncer les mauvais à la hiérarchie pour des mesures conséquentes.

Matadi : la DGDA immobilise des véhicules transportant des produits pétroliers. La Direction générale des douanes et accises (DGDA) a immobilisé, depuis près d'une semaine, des véhicules transportant des produits pétroliers à Matadi (Kongo-Central). La DGDA évoque un problème de « sous-évaluation » constatée après vérification des documents délivrés depuis la ville de Moanda. Les responsables de cette régie au Kongo-Central soulignent que ces véhicules vont continuer leur course après paiement des suppléments des taxes et amendes dues au trésor public.

Kinshasa : le guichet unique de création d'entreprise expliqué à la population. Le guichet unique de création d'entreprise a organisé, mercredi 6 avril, une campagne de sensibilisation sur les facilités offertes à la population pour créer une entreprise en trois jours. Cette action est partie du Boulevard du 30 juin jusqu'à l'Université pédagogique nationale (UPN), en passant par Kitambo magasin et le rond-point Victoire.

Jeudi 7 avril.

Diabète : des centaines de milliers de Congolais touchés. Le monde célèbre jeudi 7 avril la journée de la santé. Pour cette année, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a consacré cette célébration à la lutte contre le diabète. Au niveau mondial, la maladie touche environ 350 millions de personnes, selon l'OMS, qui indique que des enfants et des jeunes sont de plus en plus touchés par cette maladie. Cette pathologie progresse. Selon les chiffres du ministère congolais de la Santé datant de 2013, le taux de prévalence du diabète oscille entre 7 et 10% pour les adultes et est de 0,5% pour les enfants.

Sud-Kivu : la société civile de Chiherano s'inquiète du départ des militaires. La société civile s'inquiète de l'absence des militaires à Chiherano, Cazi et Irongo dans le territoire de Walungu depuis une semaine. Sans donner les raisons de ce départ, Dominique Ndebo, président de la société civile de Chiherano, affirme que ces militaires ont quitté la zone depuis une semaine et n'ont pas été remplacés.

Fungurume : 500 personnes sensibilisées sur les droits de la femme, le viol et le mariage précoce. La section de l'information publique de la Monusco et le Bureau conjoint des Nations unies au droit de l'Homme (BCNUDH) ont organisé mardi 5 avril à Fungurume (Lualaba) une séance de sensibilisation sur les droits de la femme, la lutte contre les viols et le mariage précoce. Près de 500 personnes parmi lesquelles des paysannes, des représentants des ONG et des entreprises minières, des commerçants, des représentants des confessions religieuses, des membres des partis politiques ainsi que des élèves ont participé à cette sensibilisation.

RDC: la résolution 2277, « une voie de sortie de crise », selon le Front des démocrates. La plateforme de l'opposition Front des démocrates salue la résolution 2277, adoptée le 30 mars dernier par le Conseil de sécurité de l'ONU. « Cette nouvelle résolution constitue une voie de sortie de la crise », a déclaré mercredi 6 avril son coordonnateur chargé de la communication, Jean-Félix Tshobo, au cours d'une conférence de presse à Kinshasa.

« Cette résolution met en évidence l'obligation faite à tous de respecter la constitution et de faire de la tenue de la présidentielle et des législative une priorité sans laquelle le processus démocratique risque d'être mis en mal », a-t-il expliqué. Cette résolution 2277 proroge d'une année le mandat de la Monusco et appelle Kinshasa à tenir rapidement des élections libres et crédibles.

Bukavu: 5% de la population souffre du diabète. Cinq pourcents de la population souffrent du diabète à Bukavu, capitale provinciale du Sud-Kivu qui comptait 530 000 habitants en 2015. Le coordonnateur du projet « Diabète sucré » à la faculté de médecine de l'Université catholique de Bukavu, docteur Philippe Katchunga, a avancé ces chiffres à l'occasion de la journée mondiale de la santé, célébrée le 7 avril de chaque année. Dans les autres zones rurales de la province, ce taux est de 3%. Sur le plan national, le taux de prévalence du diabète oscille entre 7 et 10% pour les adultes.

Lubumbashi: début des travaux de réhabilitation de l'hôtel de poste. Le directeur général de la Société congolaise des postes et télécommunications (SCPT), Didier Musete, a lancé mercredi 6 avril à Lubumbashi (Haut-Katanga), les travaux de réhabilitation de l'hôtel de poste. Ces travaux vont notamment concerner la toiture et le mur de ce bâtiment.

Sud-Ubangi: les travailleurs de la SIAC réclament plus de 8 mois d'arriérés de salaires. Plus de 4 500 travailleurs de la Société industrielle et agricole au Congo (SIAC) dans la province du Sud-Ubangi réclament le paiement de plus de 8 mois d'arriérés de salaires. Selon les syndicats de cette entreprise, les travailleurs sont « excédés » par les nombreuses promesses de paiement non tenues par leur patron. La SIAC produit du caoutchouc et du cacao dont une partie est vendue à Kinshasa et une autre exportée vers le Cameroun, indiquent ses travailleurs.

RDC : l'UA désigne Edem Kodjo facilitateur du dialogue national. La présidente de la commission de l'Union africaine, Dr Nkosazana Dlamini Zuma, a nommé l'ancien Premier ministre togolais Edem Kodjo facilitateur du dialogue national en RDC. Cette nomination « vise à aider à la convocation d'un dialogue global en vue de régler les problèmes liés aux prochaines élections » en RDC.

Tuberculose: les habitants d'Isiro sensibilisés sur les avantages de la consultation médicale. La population d'Isiro (Haut-Uélé) est sensibilisée depuis quelques jours sur le bien-fondé de consultation médicale en cas de toux prolongées pour prévenir la tuberculose.

Ituri: les miliciens Maï-Maï Simba se retirent de Muchacha. Les miliciens Maï-Maï Simba se sont retirés mardi 5 avril du foyer minier de Muchacha, en territoire de Mambasa (Ituri), après l'avoir occupé pendant quatre jours. Ces miliciens ont commis beaucoup d'exactions contre les civils pendant leur occupation. Ils auraient notamment pillé des biens des orpailleurs avant de quitter le foyer minier.

Nord-Kivu : le camp de déplacés de Bweru vidé de ses occupants. Le camp de déplacés de Bweru dans le territoire de Masisi (Nord-Kivu) est vidé de ses occupants depuis jeudi 7 avril dans la matinée. D'après des sources dans la région, les déplacés auraient été poussés par les Forces armées de la RDC en opération d'abandonner ce camp. Selon la police locale, les camps de déplacés dans cette région, profitent en effet aux combattants Nyatura et FDLR, traqués par l'armée.

Afrique centrale : Interpol s'engage à former les policiers contre le terrorisme. Interpol s'engage à former les policiers de l'Afrique centrale contre le terrorisme dans la région. « Il a été convenu que Interpole va former les polices en matière de terrorisme, de gestion de poste attentat, en matière de Cybercriminalité et autre domaine. Après il sera mis à leur disposition des outils nécessaires », a déclaré Chantal Apendeki, dans son discours sur le bilan de sa participation à la 4e réunion sur les nouvelles formes de criminalité.

La CPI approuve les poursuites contre Germain Katanga par la justice congolaise. Dans un communiqué publié jeudi à la Haye, la Cour pénale internationale (CPI) dit approuver les poursuites à l'encontre de Germain Katanga par la justice congolaise. Selon ce document, le facteur clé dans la décision de la présidence de la Cour est que les allégations contre Katanga dans les procédures nationales en République démocratique du Congo (RDC) ne sont pas les mêmes pour lesquelles il a été jugé à La Haye. Sur le plan national, après avoir purgé sa peine le 18 janvier à la prison centrale de Makala, le général de brigade des FARDC et ancien seigneur de guerre en Ituri devait être libéré au lendemain à cette date. Mais quelques jours avant sa relaxation, la justice congolaise est revenue sur une autre affaire à laquelle il reste encore lié. Il s'agit, pour l'auditeur général, des infractions des massacres à Bogoro et du meurtre des 9 casques bleus de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en RDC (Monusco) en Ituri entre 2002 et 2006.

Les guichets de la Biac de nouveau opérationnels. Les agences de la Banque internationale pour l'Afrique au Congo (Biac) ont repris du service, ce jeudi 7 avril à Kinshasa. Les opérations en francs congolais se déroulent normalement dans toutes les agences de la capitale, dont celles de la Gombe et de Kintambo magasin, même si certains clients qui désirent retirer des sommes importantes ne le peuvent pas encore.

Vendredi 8 avril.

Bruno Mavungu : «Le choix d'un candidat unique de l'opposition n'est pas à l'ordre du jour». « Le choix d'un candidat unique de l'opposition n'est pas à l'ordre du jour », a affirmé jeudi 7 avril le secrétaire général de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), Bruno Mavungu à la presse à Kinshasa. Il a expliqué que l'essentiel est de travailler pour l'organisation des élections apaisées qui permettront une alternance sans heurt en RDC.

Nord-Kivu: les Maï-Maï Mirage occupent les villages dégarnis par les FARDC. Les rebelles Maï-Maï Raïa Mutomboki du groupe Mirage occupent, depuis le 1er avril, les villages du groupement Bakonjo dans le territoire de Walikale (Nord-Kivu). Les autorités coutumières locales renseignent que ces miliciens ont profité du retrait des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) de ce groupement, pour occuper plusieurs localités dégarnies.

Dialogue: Minaku annonce la composition imminente du comité préparatoire. Au lendemain de la désignation d'Edem Kodjo comme facilitateur du dialogue national en RDC, le secrétaire général de la Majorité présidentielle (MP), Aubin Minaku, a annoncé jeudi la mise en place imminente du comité préparatoire du dialogue. Dans un point de presse à Kinshasa, il a appelé l'opposition à participer à ce forum pour «lever des options responsables face aux contraintes majeures» du processus électoral.

RDC: 6 condamnés à mort pour l'assassinat du chef du quartier Mugunga. Deux militaires et quatre civils ont été condamnés jeudi 7 avril à la peine de mort par le tribunal militaire de garnison de Goma (Nord-Kivu). Ils ont été reconnus coupables d'assassinat du chef du quartier Mugunga. Ce dernier avait été abattu la nuit du 25 au 26 mars dernier à son domicile. La défense compte aller en appel.

Lac Edouard: les pêcheurs en grève. Les pêcheurs opérant sur lac Edouard ont entamé un mouvement de grève vendredi 8 avril, pour protester contre les tracasseries des combattants Maï-Maï devenus très actifs dans la baie de Mutima changa, localité située à une centaine de Km au nord de Goma (Nord-Kivu). Selon Josué Mukura, le président du comité des pêcheurs individuels sur le lac Edouard, ces miliciens les obligent de payer un montant variant entre 6000 francs congolais et 20.000 francs pour avoir un jeton d'une validité de sept jours.

Trente-neuf personnes mordues par des chiens à Kalemie. Trente-neuf personnes ont été mordues par des chiens errants depuis le début de l'année à Kalemie dans la province du Tanganyika.

Dialogue: Clément Kanku appelle l'opposition à «trouver un point de vue commun». Le député national de l'opposition Clément Kanku appelle tous les leaders de l'opposition à « trouver un point de vue commun » au sujet du dialogue national annoncé par le chef de l'Etat et dont le facilitateur, Edem Kodjo, a été nommé jeudi 7 avril par l'Union africaine. L'idée de ce dialogue ne fait pas l'unanimité au sein de l'opposition congolaise. Certains opposants la rejettent. D'autres conditionnent leur participation. D'autres encore ont annoncé vouloir y participer.

Fièvre jaune: la RDC prête à lancer une campagne de vaccination si un cas est avéré. La RDC est prête à lancer une campagne de vaccination contre la fièvre jaune dans 26 zones de santé frontalières à l'Angola si un seul cas local est confirmé par les laboratoires, a déclaré vendredi 8 avril à Kinshasa, le directeur adjoint du Programme élargi de vaccination (PEV), Dr Guylain Kaya. Des cas de fièvre jaune ont été signalés dans la province du Kongo-Central. Mais selon le ministère congolais de la Santé, ces personnes sont venues d'Angola où cette épidémie sévit.

La 124e réunion du conseil d'administration du Comesa s'est tenue à Kinshasa. La 124e réunion du Conseil d'administration du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (Comesa) s'est tenue vendredi 8 avril à Kinshasa. Cette rencontre avait pour objectif, de réfléchir sur des projets à présenter à la banque de la Zone d'échange préférentielle (Zep), dans le secteur d'infrastructures, de l'éducation, de la santé et des finances. La banque de la Zep a été créée en 1984. Elle finance notamment le commerce et mobilise les capitaux étrangers dans les pays membres du Comesa.

Samedi 9 avril.

Lambert Mende: «Le dialogue va avoir lieu parce que les conditions sont remplies». Le dialogue annoncé par le chef de l'Etat va avoir lieu, a déclaré vendredi 8 avril le porte-parole du gouvernement congolais, Lambert Mende, estimant que toutes les conditions sont remplies pour que cette rencontre soit organisée. Il a évoqué notamment la résolution 2277 du Conseil de sécurité de l'ONU qui, selon lui, soutient la tenue d'un dialogue national en RDC. En outre, l'Union africaine a désigné mercredi 6 avril Edem Kodjo comme le facilitateur de ce dialogue.

RDC: 70% des détenus de la prison de Makala sont en détention préventive, selon ASF. Selon Avocats sans frontière, 70% des détenus de la prison centrale de Makala sont en détention préventive. Ce chiffre a été révélé au cours d'une table ronde organisée vendredi 8 avril 2016 à Kinshasa par cette ONG sur la question de la détention préventive. Depuis 2014, l'ASF mène le projet « Na Bosembo Tokokani : garantir l'accès systématique à la justice pour les personnes en détention préventive », qui vise à aider les détenus préventifs qui risquent de passer plusieurs années en prison sans être jugés. Un projet lancé en partenariat avec les bureaux de consultations gratuites des barreaux de Kinshasa-Matete, Kinshasa-Gombe, Matadi et Mbandaka.

Léon Bobozo publie le magazine «Croissance». Le magazine Croissance a été porté sur les fonts baptismaux le mardi 5 avril à Kinshasa. Photo Radio Okapi/Nadine Fula «Croissance», un bimestriel d'informations, d'analyses économiques et de développement, a été porté sur les fonts baptismaux le mardi 5 avril à Kinshasa. Selon son éditeur et rédacteur en chef, Léon Bobozo Ngediko, «Croissance a l'ambition de s'afficher comme un forum intellectuel des professionnels pratiquants dans différents domaines de la vie nationale et internationale, dont l'incidence sur le développement économique est avérée, ayant le souci permanent de réfléchir et de communiquer sur les stratégies à adopter pour le développement de la RDC.»

Campagne de réparation des fistules à Kinshasa, Lubumbashi et Goma. Le ministère de la Santé publique et le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) ont lancé du 26 mars au 15 avril une campagne de réparation des fistules obstétricales dans les villes de Kinshasa, Lubumbashi et Goma. En RDC, environ quarante mille femmes souffrent de cette maladie mais la plupart se cachent à cause des pesanteurs traditionnelles.

RDC: Jean-Claude Muyambo écrit à Joseph Kabila. Dans une correspondance adressée au chef de l'Etat, le président de la Solidarité congolaise pour le développement (Scode), Jean-Claude Muyambo, détenu depuis un an à la prison centrale de Makala à Kinshasa, accuse le premier président de la Cour suprême de justice de favoritisme et clientélisme. Selon l'opposant congolais, en tant que magistrat suprême et garant de la Constitution, Joseph Kabila est tenu à faire respecter les lois du pays pour une justice réellement distributive. Jean-Claude Muyambo relève, dans sa lettre, le refus de certains juges d'exécuter des décisions judiciaires, notamment l'arrêt de la Cour d'appel de la Gombe qui renvoie le concerné au tribunal de grande instance de Kalamu pour être jugé. Il dénonce par ce fait l'absence d'éthique et de déontologie dans le chef du premier président de la Cour suprême de justice.

Ex-Equateur : la Cour d'appel proclame les résultats définitifs de l'élection des gouverneurs. La Cour d'appel de Mbandaka a proclamé vendredi 8 avril, les résultats définitifs de l'élection des gouverneurs et vice-gouverneurs dans les provinces de l'Equateur, Tshuapa et Mongala. Pour l'Equateur : Tony Bolamba, gouverneur et Mme Jeannine Intombi, vice-gouverneur. Dans la province de la Mongala : Bienvenu Essimba gouverneur et Aimé Bokungu, vice-gouverneur de province. Pour la province de la Tshuapa : Cyprien Lomboto gouverneur et Mme Jeannine Ifoku, vice-gouverneur de province.

Election des gouverneurs: Marc Manyanga et Alex Kande, confirmés au Kasai et Kasai central Dans un arrêt rendu public, vendredi 8 avril, la Cour d'appel de Kananga a confirmé, Marc Manyanga Ndambo comme gouverneur et Hubert Mbingo Nvula comme vice-gouverneur du Kasai. En même temps, elle confirme Alex Kande Mupompa et Justin Milonga Milonga comme gouverneur et vice-gouverneur du Kasai central.

Dialogue politique : le Front citoyen interpelle Edem Kodjo sur le respect de la constitution. Le Front citoyen 2016 demande au facilitateur du dialogue politique en RDC, Edem Kodjo, de lui donner des garanties sur le respect de la constitution. Le porte-parole de ce mouvement, Jean-Claude Katende, a rappelé que son mouvement ne participera pas au dialogue convoqué par le Chef de l'Etat. Jean-Claude Katende a indiqué que le Front citoyen se dit prêt à rencontrer le facilitateur pour obtenir des garanties à certains préalables que son mouvement avait soulevés lors des dernières visites d'Edem Kodjo à Kinshasa.

Dialogue : le MPCR réclame l'application des résolutions des concertations nationales. Le président du Mouvement du peuple congolais pour la République (MPCR), Jean-Claude Vuemba réitère la position de la Dynamique de l'opposition de ne pas participer au dialogue convoqué par le chef de l'Etat Joseph Kabila. Dans une déclaration lue samedi 9 avril au siège de son parti à Kinshasa, il demande plutôt au président de la République d'appliquer les résolutions et recommandations des concertations nationales qui règlent toutes les questions.

Dimanche 10 avril.

Dialogue: Edem Kodjo ne doit pas «aider la MP à créer une nouvelle légitimité», prévient le G7. «Le G7 espère que monsieur Edem Kodjo ne vient pas ici [à Kinshasa] pour aider la Majorité présidentielle à créer une nouvelle légitimité extraconstitutionnelle», a interpellé samedi 9 avril Olivier Kamitatu, cadre de cette plateforme de l'opposition, au cours d'une conférence de presse. La présidente de la commission de l'Union africaine (UA), Dr Nkosazana Dlamini Zuma, a nommé l'ancien Premier ministre togolais Edem Kodjo facilitateur du dialogue national en RDC. Le G7 dit croire que la désignation d'Edem Kodjo n'est pas une occasion pour cautionner l'organisation d'une énième transition qui durerait trois ou quatre ans.

Nord-Kivu: la Dynamique de l'opposition et le G7 vulgarisent la résolution 2277. Deux plateformes de l'opposition «la Dynamique de l'opposition» et «le G7» ont entamé, samedi 9 avril à Goma, la campagne de vulgarisation de la résolution 2277 du Conseil de sécurité de l'Onu, au Nord-Kivu. Prévue jusqu'au 24 avril prochain, cette campagne est placée sous le thème: «L'appui de la communauté internationale pour la tenue des élections de novembre 2016 en RDC ; Enjeux et défis de mise en œuvre de la résolution 2277». Adoptée le 30 mars dernier au Conseil de sécurité de l'Onu, cette résolution a renouvelé d'une année le mandat de la Monusco, sans réduire ses effectifs militaires et a demandé au gouvernement congolais d'organiser les élections dans le délai constitutionnel.

Tshopo: la classe pré primaire fonctionne difficilement. Initiée depuis janvier dernier par le gouvernement congolais, la classe pré primaire éprouve de nombreuses difficultés de fonctionnement dans la province éducationnelle de la Tshopo. Il a également signalé que les enseignants promus à la classe pré primaire n'ont pas encore maîtrisé la didactique de discipline.

Plus de 13 000 passagers transportés par train entre Kinshasa et Matadi. Le train express de la Société commerciale des transports et des ports (SCTP), ex-Onatra, a transporté, en huit mois, plus treize mille passagers entre Kinshasa et Matadi. Ce train-express n'a qu'une seule rotation par semaine. La direction a promis, dans les jours à venir, non seulement d'ajouter une nouvelle rotation, mais surtout redonner la confiance à la population qui emprunte ce moyen de locomotion pour atteindre la ville portuaire de Matadi, après environ 10 ans d'interruption.

Nord-Kivu: vive tension entre population et FARDC à Nyamilima. La tension est vive, depuis samedi 9 avril, entre la population et les Forces armées de la RDC (FARDC), à Nyamilima après l'assassinat du président sortant de la communauté hutu du groupement Binza (Nord-Kivu). La victime, tuée dans la nuit du vendredi dernier, était également préfet de l'Institut Faraja de Nyamilima. Le flou demeure encore sur l'identité des auteurs de ce crime. La société civile locale attribue ce meurtre à des inconnus, mais d'autres sources sur place pointent l'index accusateur aux Mai-Mai qui opèrent dans la contrée.

Bunia: libération conditionnelle de 11 détenus de la prison centrale. Onze détenus de la prison centrale de Bunia (Ituri) ont bénéficié, samedi 9 avril, de la liberté conditionnelle conformément à l'arrêté ministériel du 28 dernier. A la même occasion le procureur de la République, Hopson Bafa a libéré quatre autres prisonniers qui avaient déjà purgé leur peine.

Plus de 60 cas de choléra recensés à Lubumbashi. Les autorités politico administratives et sanitaires de la ville de Lubumbashi (Haut-Katanga) ont enregistré, en l'espace de dix jours, plus de soixante cas de choléra. Cette épidémie touche essentiellement les communes de Kampemba et Ruashi. Mais le nombre de décès n'a pas été révélé à Radio Okapi.

RDC: le CIC « profondément choqué » par l'expulsion de Jason Stearns. Le Centre pour la coopération internationale (CIC) de l'Université de New York a indiqué samedi 9 avril être « profondément préoccupé » par l'expulsion de la RDC du chercheur Jason Stearns. « La raison officielle de cette expulsion par les autorités congolaises a été "l'indésirabilité" de M.

Stearns, le directeur du Groupe d'étude sur le Congo (GEC) », lit-on dans un communiqué publié par le CIC. Le même communiqué mentionne que les autorités congolaises « ont fait des déclarations concernant des irrégularités d'immigration commises » par Jason Stearns. Interrogé par Radio Okapi, Jason Stearns pense que son expulsion est plutôt liée au récent rapport du GEC sur les massacres à Beni.

Tshopo: les enseignants d'Opala réclament plus de sites de paie. Les enseignants d'Opala dans la province de la Tshopo réclament que soient installés plus de sites de paie dans leur territoire. Depuis 3 mois, affirment-ils, la Sofibank a réduit le nombre de sites de paie qui sont passés de cinq à un. Le seul site de paie actuellement opérationnel est situé dans la cité d'Opala. Ce qui oblige les enseignants habitant à l'intérieur du territoire de parcourir de longues distances pour aller percevoir leurs salaires. Certains enseignants affirment parcourir plus de 100 kilomètres pour atteindre ce site de paie, abandonnant leurs élèves.

La fédération du MLC à l'Equateur désavoue ses députés provinciaux. Après l'élection du nouveau gouverneur de l'Equateur, la fédération du parti de l'opposition Mouvement de libération du Congo (MLC) dans cette nouvelle province désavoue ses députés provinciaux. Le candidat présenté par ce parti à l'élection du gouverneur, le sénateur Adrien Boika, n'a recueilli aucune voix alors que le MLC compte 9 députés provinciaux sur les 24 qui composent l'assemblée provinciale.

Lundi 11 avril.

Le prix de la farine de maïs a doublé à Lubumbashi. Le prix de la farine de maïs a presque doublé en l'espace de quelques jours à Lubumbashi dans la province du Haut Katanga. A en croire certains commerçants, cette hausse du prix du maïs est causée par la décision du gouvernement zambien d'interdire l'exportation de cette denrée vers la RDC.

Tshopo : les écoles appelées à régulariser les dossiers des finalistes à l'examen d'Etat. L'inspecteur principal provincial de l'Enseignement primaire et secondaire de la Tshopo, Marcel Lonji, a appelé samedi 9 avril tous les responsables des écoles de sa juridiction à régulariser les fiches de participation des élèves finalistes à l'examen d'Etat.

Kikwit: la police nationale sensibilise contre les violences sexuelles. La Police nationale congolaise (PNC) a entamé, lundi 11 avril, la campagne de sensibilisation contre les violences sexuelles à Kikwit (Kwilu). Vêtus en tenue de travail avec mégaphones en main, ces agents de l'ordre expliquent à la population les méfaits des violences sexuelles et la peine que peut écopier un homme ou une femme, auteur de cet acte. La population de Kikwit a salué cette campagne, organisée dans le cadre du programme «Femmes et Hommes, progressons ensemble», financée par l'Union européenne et exécutée par la coopération allemande (GIZ).

Matadi : clôture de l'atelier des éducateurs des écoles maternelles. Le centre de formation Montessori a clôturé samedi 9 avril à Matadi (Kongo-Central), un atelier des éducateurs des écoles maternelles en dessin pédagogiques, arts plastiques et bricolage. Ces travaux organisés en partenariat avec l'Institut supérieur pédagogique de Matadi, avaient pour objectif d'améliorer la qualité de l'enseignement maternel dans les écoles du Kongo-Central.

Affaire RDC-M17 : l'Union africaine condamne Kinshasa. La Commission africaine des droits de l'homme et des peuples de l'Union africaine (CADHP) somme la RDC de verser une compensation financière d'ici fin septembre prochain au Mouvement du 17 mai (M17), pour les préjudices subis lors des élections législatives de 2006. Ce parti politique qui soutenait la politique du défunt président Kabila avait déposé sa plainte le 21 juin 2007 contre la RDC, suite à l'invalidation de ses 29 députés qui, selon le secrétaire général du parti, Augustin Kikukama, avaient gagné les législatives dans la ville de Kinshasa. Selon l'accusation du M17, ses membres élus lors de ces scrutins avaient été invalidés injustement. A la suite de l'examen de la recevabilité, du fond de la plainte et de la confrontation des deux parties, la CADHP a au cours de sa session extraordinaire tenue au mois d'août 2015 à Nairobi (Kenya), condamné la RDC, après avoir conclu que le pays a violé les dispositions des articles 7 et 13 de la charte de l'Union africaine (UA). Cette décision a été validée par la suite en janvier dernier à Addis-Abeba (Ethiopie) par le conseil exécutif de l'UA.

Sud-Kivu : les FARDC et l'armée Burundaise traquent les rebelles à Kiliba. Les Forces armées de la RDC et l'armée burundaise traquent, chacun sur son territoire, les rebelles burundais des Forces nationales de libération (FNL), depuis samedi 9 avril à Kiliba, dans la plaine de la Ruzizi (territoire d'Uvira). L'objectif, selon l'armée régulière, est de nettoyer les poches résiduelles des rebelles burundais dont la présence était signalée dans les limites entre la RDC et le Burundi.

Dialogue: le comité préparatoire sera mis en place à la fin de la semaine, annonce Edem Kodjo. « J'ai l'honneur de vous annoncer que nous allons essayer de mettre en place le comité préparatoire dès la fin de cette semaine », a déclaré lundi 11 avril Edem Kodjo au cours de sa première conférence de presse depuis sa désignation comme facilitateur du dialogue politique en RDC. La mise en place de ce comité préparatoire doit précéder le début effectif de ce dialogue annoncé par le chef de l'Etat depuis l'année passée et qui est censé permettre la tenue d'élections apaisées. Edem Kodjo estime que ce dialogue doit être inclusif. Il dit avoir besoin « d'un peu de temps » pour consulter ceux qui sont encore opposés à ces assises.

Nord-Kivu : grève des pêcheurs à Vitshumbi, 25 000 familles menacées de famine ; La grève des pêcheurs de Vitshumbi en territoire de Rutshuru (Nord-Kivu), qui est à son quatrième jour, menace de famine vingt-cinq familles. Ces habitants vivent de la seule activité de la pêche, selon Josué Mukura, secrétaire exécutif de la fédération des pêcheurs du Lac Edouard. Les pêcheurs de Vitshumbi protestent contre l'insécurité dans leur zone de pêche entre Vitshumbi et Nyakakoma sur le lac Edouard ; Les miliciens Maï Maï ont saisi, dans la nuit du jeudi 7 avril au vendredi 9 avril, dix embarcations des pêcheurs et les victimes ont été sommées de payer une amende de 100 000 Fr congolais à 250 000 francs congolais (269, 73 USD).

Ituri : des criquets ravagent 2400 hectares de champ de manioc à Aru. Des criquets ont ravagé 2400 hectares de manioc et d'autres cultures dans dix-sept villages d'Aru, indiquent la société civile de ce territoire. Selon cette dernière, cette situation risque d'entraîner une crise alimentaire dans la zone.

Kalemie: inondations au quartier Dav. Des maisons du quartier Dav, à Kalemie, ont été inondées après la pluie qui est tombée, dimanche 10 avril, dans cette ville du Tanganyika. Beaucoup d'habitants ont perdu leurs meubles.

Dialogue: l'Union des républicains désapprouve la désignation d'Edem Kodjo. Le président de ce parti de l'opposition, Norbert Luyeye, affirme que le dernier passage de M. Kodjo à Kinshasa pour des consultations avec la classe politique en vue du dialogue « a révélé une patente complicité avec le régime en place ».

Kongo-Central: des magistrats accusés de monnayer la liberté provisoire. La société civile du Kongo-Central accuse les magistrats d'accorder la liberté provisoire à des prisonniers « dangereux », moyennant une somme d'argent. L'un de ses porte-paroles affirme que plusieurs bandits arrêtés ont bénéficié des libérations provisoires quelques mois ou semaine après leur arrestation. Certaines familles paieraient jusqu'à 500 dollars américains pour obtenir une libération provisoire d'un parent arrêté.

Sud-Kivu: l'épidémie de rougeole déclarée au Nord d'Idjwi. L'épidémie de rougeole est déclarée au nord du territoire insulaire d'Idjwi (Sud-Kivu), indiquent les responsables provinciaux de la santé. Près de soixante-dix cas de rougeole y ont été enregistrés entre janvier et mars. Aucun décès n'a été signalé.

Le franc congolais se déprécie par rapport au dollar américain. Alors qu'il se changeait contre 900 ou 910 francs congolais, un dollar américain vaut actuellement entre 940 et 960 francs congolais. Le comité de politique monétaire de la Banque centrale du Congo attribue cette dépréciation au ralentissement de l'activité économique en RDC et à la baisse du prix des matières premières sur le marché mondial.

Mardi 12 avril.

Dialogue: la nouvelle société civile appelle à un consensus pour des élections dans le délai. La nouvelle société civile invite la classe politique congolaise à s'engager dans le dialogue politique pour trouver un consensus sur l'organisation des élections dans le délai constitutionnel. Dans un communiqué conjoint rendu public lundi 11 avril à Kinshasa avec le Centre pour la gouvernance, cette plateforme qui regroupe plusieurs organisations invite le facilitateur du dialogue, Edem Kodjo, à s'en tenir à la résolution 2277 et à la tenue des élections dans le délai constitutionnel.

RDC : la traque des Kulunas va se poursuivre. Au cours de la réunion du conseil de ministres du lundi 11 avril, le gouvernement a décidé de poursuivre l'opération de traque des bandits surnommés « Kulunas ». Au cours de cette réunion, le ministère de l'Intérieur et Sécurité a présenté un rapport d'évaluation et de contrôle de l'opération « Likofi » menée en 2014 contre les kulunas. Pour la poursuite de cette opération, le gouvernement recommande notamment « l'établissement d'un commandement opérationnel autonome avec des moyens humains, logistiques et une infrastructure adéquats » ainsi que « la mise en œuvre des procédures judiciaires de flagrance et la création des chambres spéciales des tribunaux pour enfant ».

Haut-Katanga: le G7 appelle les nouvelles autorités à privilégier le social de la population. La plateforme de l'opposition G7 invite les nouvelles autorités du Haut-Katanga [gouverneur et vice-gouverneur] à privilégier la situation sociale de la population. «La seule et unique démarche qu'ils doivent entamer dès leur entrée en fonction, c'est de rechercher des solutions auprès de ceux qui peuvent nous trouver des solutions. Notamment des pays voisins qui ont aussi les mêmes problèmes. Ils ne doivent pas croiser les bras et attendre les miracles, il n'y en aura pas. C'est un défi ».

RDC: début de l'élaboration du plan stratégique de la CNDH. Le processus d'élaboration du plan stratégique de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) pour les quatre ou cinq prochaines années a été lancé lundi 11 avril à Kinshasa, à l'occasion de l'ouverture d'un atelier de deux jours. Le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH), l'un des partenaires de cette institution d'appui à la démocratie, apporte une assistance technique à l'organisation des travaux.

Mbuji-Mayi dans le noir après l'inondation de la centrale hydroélectrique de Tshala. La ville de Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental) est plongée dans le noir depuis dimanche 10 avril. Des sources sur place indiquent que la centrale hydroélectrique

de Tshala, l'unique centrale qui alimente la ville en énergie électrique, a été submergée suite à la crue de la rivière Lubilanji, provoquée par les pluies qui se sont abattues dans la ville durant la semaine passée.

Kinshasa: vol des pièces des « 207 » à la fourrière de Mitendi, selon leurs propriétaires. Les pièces des minibus de marque Mercedes 207 sont dérobés à la fourrière de Mitendi, dans la commune de Mont-Ngafula à Kinshasa, ont dénoncé mardi 12 avril les propriétaires de ces véhicules. Selon eux, la Police de circulation routière (PCR) a arbitrairement saisi et gardé ces engins dans cette fourrière depuis plusieurs mois. Anicet Ngumbi, président des propriétaires des véhicules saisis indique que la PCR ne leur a jamais signifié les infractions qui ont conduit à cette saisie.

Ituri: vive tension entre Hema et Lendu après l'enlèvement d'un notable par les FRPI. Une vive tension est observée, depuis environ un mois, entre les communautés Hema et Lendu, dans le territoire d'Irumu (Ituri). Elle est due à l'enlèvement du notable Hema, Germain Ruhemera, survenu le 13 mars dernier au village de Kaitango, par des présumés miliciens de la FRPI (Force de résistance patriotique de l'Ituri). Les ressortissants de la communauté Hema accusent également les Lendu de saisir régulièrement leurs vaches en complicité avec les miliciens de la FRPI. Le dernier cas remonte à samedi dernier. Un chef local Lendu, accompagné des militaires, avait saisi environ 390 vaches de Hema. Plus de 80 ressortissants Hema se sont rendus chez leurs voisins Lendu pour réclamer leurs bêtes. Après une forte pression, ils n'ont réussi à récupérer qu'une partie de vaches.

Mbuji-Mayi : 7 personnes meurent par noyade. Sept personnes sont mortes par noyade samedi 9 avril dans les rivières de Mbuji-Mayi (Kasaï Oriental). Un cas a été enregistré dans la rivière de Lukelenge et six autres à Lubilanji, rapportent des sources locales.

Maniema : la population de Kindu formée sur le processus électoral. Le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH) organise depuis lundi 11 avril, une formation sur le processus électoral à Kindu dans le Maniema. Cette formation qui se clôture mardi 12 avril, vise à créer les conditions nécessaires pour que le processus électoral en RDC soit transparent, libre et crédible,

Tshopo: plus de 10 blessés après la bagarre entre étudiants et policiers à Bayaswa. Plus de dix personnes ont été blessées à la suite d'un accrochage survenu, lundi 11 avril, entre étudiants de l'Institut supérieur d'études agronomique de Bengamisa et policiers, à Bayaswa, localité située à 36 km de Kisangani (Tshopo). Selon des témoins, l'arrestation d'un étudiant par des policiers de circulation routière dans cette localité est à la base de ces incidents.

Kikwit: des agents de l'Office des routes menacent d'aller en grève générale. Les agents sous-contrat de l'Office des routes Brigade 201 basés à Kikwit dans la province du Kwilu menacent de déclencher une grève générale d'ici le 15 avril, si leurs revendications ne sont pas prises en compte. Ils réclament le paiement de 43 mois d'arriérés de salaires.

Nord-Kivu: la population s'inquiète après le retrait des FARDC à Bwito. Les militaires, qui étaient basés dans la région de Bwalanda et Kikuku, ont quitté leurs positions depuis très tôt lundi 11 avril matin dans le groupement Mutanda, chefferie de Bwito, territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). Selon plusieurs sources locales, jusque-là, il n'y a plus d'autres troupes des FARDC pour assurer la relève. La population s'inquiète du vide laissé par ces militaires et qui pourra profiter aux groupes armés.

Parc des Virunga: les agriculteurs sommés de quitter la côte Ouest du lac Edouard. Les populations ayant cultivé illégalement sur la côte ouest du lac Edouard dans le parc national des Virunga ont jusqu'à la fin de la semaine en cours pour évacuer leurs récoltes, a décidé dimanche 10 avril l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN). Un moratoire de sept jours leur a été accordé par l'ICCN dimanche dernier, après une négociation avec les trafiquants des produits vivriers entre Lubero et Goma via Vitshumbi (Nord-Kivu). D'après les gestionnaires de l'ICCN, cette zone est envahie depuis plusieurs années par des cultures établies clandestinement dans une complicité entre les populations, les groupes armés et certains notables du territoire de Lubero.

Traque des kulunas: Lambert Mende évoque une «résurgence des activités criminelles». Au lendemain de la décision du gouvernement de poursuivre l'opération de traque des bandits appelés kulunas, Lambert Mende affirme que cette décision a été prise suite à la résurgence des activités criminelles dans plusieurs grandes agglomérations.

Sud Kivu : la chefferie de Luhwindja adopte un plan quinquennal de développement. La chefferie de Luhwindja dans le territoire de Mwenga (Sud-Kivu) a adopté, lundi 11 avril, son plan local de développement pour les 5 prochaines années. Ce plan qui comporte des projets jugés prioritaires pour la population a bénéficié **de l'aide du panel des consultants du PNUD qui a contribué techniquement à son élaboration.** Sa mise en œuvre de ce plan nécessite un montant de près de 9 millions de dollars américains.

Plainte contre Jean-Marie Kasamba à l'UNPC: les deux parties entendues. La Commission de discipline et d'éthique de l'Union nationale de la presse du Congo(UNPC) a entendu mardi 12 avril les journalistes Innocent Olunga et Jean-Marie Kasamba dans le cadre d'une plainte que le premier a déposée, accusant notamment le second d'exercer des fonctions incomptables avec celle de président de l'UNPC à Kinshasa. Chaque partie a exposé ses moyens de défense.

Accusé notamment de terrorisme à l'endroit des journalistes et d'incompatibilité de ses fonctions politiques avec celles de président provincial de l'UNPC, Jean-Marie Kasamba a plaidé non coupable. Le plaignant, Innocent Olenga qui a initié cette action pour obtenir la démission de Jean-Marie Kasamba de son poste de président de l'UNPC à Kinshasa a affirmé qu'il se pliera à la décision de la commission de discipline. Le tribunal a statué et a annoncé qu'il rendra public sa décision à travers la presse quelques jours.

RDC: 500 000 euros octroyés au bureau des droits de l'homme de l'ONU. Le gouvernement des Pays Bas a accordé au projet du Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH) relatif au processus électoral en RDC une contribution de 500 000 euros. L'ambassadeur des Pays-Bas en RDC, Gérard Michels, et José Maria Aranaz, directeur du BCNUDH, ont signé mardi 12 avril à Kinshasa un protocole d'accord. Ce projet vise à appuyer les efforts du Bureau conjoint des droits de l'homme dans la prévention et la réduction des violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans le cadre du processus électoral.

Mercredi 13 avril.

RDC: la Dynamique de l'opposition ne participera pas au dialogue. La Dynamique de l'opposition a annoncé mardi 12 avril qu'elle ne participera pas au dialogue politique annoncé par le chef de l'Etat et dont le facilitateur Edem Kodjo a été récemment nommé. Pour elle la mission conduite par le Togolais Edem Kodjo n'offre aucune garantie sur le respect de la constitution.

Hausse du prix du maïs à Lubumbashi: le gouvernement supprime des taxes douanières. Le gouvernement de la RDC a supprimé toutes les taxes ainsi que d'autres frais douaniers liés à l'importation et la vente du maïs dans le Haut-Katanga. Le ministre de l'Economie Bahati Lukwebo l'a fait savoir mardi 12 avril à l'issue de la réunion de travail qu'il a eue à Lubumbashi avec les opérateurs économiques de la province, les autorités provinciales et une délégation de ministres venus de Kinshasa.

Liquidation de City Train : les agents réclament plus de 3 millions USD de leurs indemnités. Les agents de l'ex-City Train demandent au gouvernement de payer le dernier acompte de leurs indemnités, évalué à 3 280 000 dollars américains. Ils ont lancé cet appel, mardi 12 avril, au cours de leur assemblée générale, tenue devant le bâtiment de leur ancienne entreprise, à Limete (Kinshasa). City Train avait été créé en 1989. Le gouvernement avait décidé de liquider cette entreprise publique en 2012. Le gouvernement n'a jusque-là versé que l'acompte de 2 millions de dollars américains alors que la dette sociale de l'ex-City Train est évaluée 5 280 000 USD.

Kinshasa : la ligne Inga-Kimwenza de la Snel n'est pas encore alimentée, constatent des étudiants. Les étudiants des différentes universités et les membres de la société civile ont effectué une visite guidée mardi 12 avril à la deuxième ligne Inga-Kinshasa au poste haute tension de Kimwenza de la Société nationale d'électricité (Snel). Devenue effective après plusieurs mois d'attente, cette nouvelle ligne n'est pas encore alimentée, ont-ils constaté. Au regard des travaux qui restent à entreprendre, le superviseur des projets de distribution à la Snel, Jean Pierre Kakumba, a indiqué qu'il faut attendre au moins une année pour voir la qualité de la desserte en énergie électrique s'améliorer totalement à Kinshasa..

Haut-Lomami : seuls 10% de sinistrés ont bénéficié d'assistance humanitaire, selon Ocha. Environ dix mille personnes affectées par les inondations ont pu bénéficier d'une assistance humanitaire au premier trimestre 2016 sur les cent mille cas recensés à Bukama et Malemba Nkulu (Haut-Lomami). C'est ce qui ressort du rapport hebdomadaire du Bureau de coordination des affaires humanitaires (Ocha), publié la semaine dernière à Lubumbashi. Cette assistance était constituée des vivres et des articles ménagers essentiels, précise le rapport.

Sud-Kivu: 5 morts après un glissement de terre à Katala. Cinq personnes sont mortes et deux autres grièvement blessées à la suite d'un glissement de terre survenu, mardi 12 avril, sur le mont Katala (Sud-Kivu). Selon la société civile de Buzi, cet incident s'est produit après une forte pluie qui s'est abattue dans la nuit de mardi à mercredi dans cette contrée. Parmi les morts, indique la même source, il y a deux enfants et trois adultes.

Kasaï-Oriental : les responsables d'écoles s'activent pour l'examen d'Etat 2016. Des rencontres se multiplient entre les responsables de l'enseignement au Kasaï-Oriental et les chefs d'établissements qui présentent des candidats à l'examen d'Etat édition 2016, dont les épreuves préliminaires sont prévues du 2 au 12 avril prochain. La province attend environ 16 500 candidats. Ces derniers seront répartis dans 49 centres, dont 35 seront ouverts à Mbuji-Mayi et 14 dans cinq autres territoires.

Ituri : les vendeurs ambulants de l'essence appelés à se faire identifier au service des hydrocarbures. Au cours d'une rencontre mardi 12 avril à Bunia, la commissaire spéciale adjointe de l'Ituri en charge de l'Economie et finances, Esperance Tshika, a appelé les revendeurs des produits pétroliers communément appelés « Kadhafi » à se faire identifier au service des hydrocarbures. Selon elle, les statistiques données par le service des Hydrocarbures en Ituri démontrent que sur plus de 508 Kadhafi répertoriés au mois de février dernier, une grande partie exerce dans l'irrégularité.

Lubumbashi : 2 000 élèves sensibilisés sur la lutte contre le choléra. Le Bureau diocésain des œuvres médicales (BDM) de l'archidiocèse de Lubumbashi a sensibilisé, mercredi 13 avril, plus de deux mille élèves du primaire et du secondaire du lycée Tuendeleye sur la lutte contre le Choléra, une maladie qui sévit ces derniers jours dans la ville de Lubumbashi (Haut-Katanga).

Ituri : la population s'oppose à l'accord d'exploitation signé entre Sokimo et CNR Medea. La population de Nizi et les travailleurs de la Société minière d'or de KiloMoto, (Sokimo) ont marché, mardi 12 avril, pour s'opposer à la signature d'un accord d'exploitation d'or entre la Sokimo et la société minière CNR Medea. Les manifestants qualifient cet accord « d'aventure suicidaire » pour faire disparaître la Sokimo et le village de Nizi.

Ces deux entreprises ont déjà signé depuis avril 2015 un accord dit de confidentialité relatif aux échanges d'informations et accès aux sites miniers de la Sokimo, renseignent les sources locales. Les manifestants estiment qu'en réalité, il s'agit d'un accord tacite d'exploitation des minerais dans le périmètre 5110 de Nizi qui pourrait entrer en application dès fin avril 2016, comme l'affirme Faustin Kpaki Chemara, délégué syndical principal.

Kisangani: l'ONG AFJK dénonce la libération de 3 présumés violeurs. L'Association des femmes juristes de Kisangani (AFJK) accuse le commissaire provincial de la police à la Tshopo d'avoir libéré, sans jugement, neuf personnes détenues dans le cachot de la police. Selon cette association, trois des neufs détenus étaient poursuivis pour viol.

Haut-Uélé: des commerçants de Dungu en grève. Les commerçants du territoire de Dungu (Haut-Uélé) affiliés à la Fédération nationale des artisans, petites et moyennes entreprises congolaises (Fenapec), ont entrepris un mouvement de grève. Plusieurs boutiques et magasins sont restés fermés depuis mardi 12 avril. Dans un memorandum adressé à l'administrateur du territoire, ils accusent le chef du service territorial de l'économie d'extorsion, d'intimidation des opérateurs économiques, de détournements de fonds publics et de délivrance de faux documents.

Jeudi 14 avril.

RDC : des députés de la MP comptent saisir la cour constitutionnelle sur la fin du mandat présidentiel. Des députés de la Majorité présidentielle comptent déposer ce jeudi 14 avril une pétition au bureau de l'Assemblée nationale pour saisir la cour constitutionnelle en interprétation de l'article 70 de la constitution relatif à la fin du mandat du chef de l'Etat. Certains signataires ont confié à Radio Okapi que plus de 100 députés nationaux de la Majorité présidentielle ont déjà signé la pétition.

Assemblée nationale : la question orale au gouverneur de la BCC sur la BIAC reportée. La situation de la Banque Internationale pour l'Afrique au Congo (BIAC), qui a récemment connu une crise de liquidité, n'a plus été débattue mercredi à l'Assemblée nationale comme prévu. Jean-Lucien Bussa, auteur de la question orale avec débat au gouverneur de la Banque centrale du Congo absent du pays, dit faire confiance au bureau de l'Assemblée pour organiser ce débat.

Kinshasa : USAID lance un programme de lutte contre la mortalité maternelle et infantile. L'Agence américaine pour le développement internationale (USAID) a lancé mercredi 13 avril à Kinshasa le programme «survie de la mère et de l'enfant ». Ce projet s'inscrit dans le cadre des efforts de l'agence pour lutter contre la mortalité maternelle et infantile en République démocratique du Congo (RDC). Selon une enquête EDS réalisée en 2013, 104 000 enfants en RDC meurent avant d'atteindre leur 5e anniversaire et 600 mères sur 100 000 habitants meurent au moment de l'accouchement en RDC, renseigne le Dr Luc Kamanga.

Nord-Kivu : environ 1300 réfugiés rwandais rapatriés dans leur pays. Depuis le début de l'année 2016, environ 1300 réfugiés rwandais ont été rapatriés au Rwanda par la commission nationale des réfugiés (CNR) au Nord Kivu. Le coordonnateur de la CNR au Nord-Kivu qui a livré ces chiffres mercredi dernier indique que plus de 200 mille autres réfugiés rwandais vivent encore à travers la province du Nord Kivu.

Beni : la population dénonce la recrudescence du banditisme dans la ville. Des groupes de bandits opèrent avec les armes blanches depuis quelques semaines dans certains quartiers de Beni-ville (Nord-Kivu). Des sources locales rapportent, mercredi 13 avril, que cas d'extorsion de l'argent, des téléphones portables et des vols dans les maisons sont observés presque chaque nuit.

RDC : la majorité de Kinois ne recourt pas aux tests de malaria, déplore le PNLN. La majorité de la population kinoise ne fait pas encore usage des tests de malaria disponibles dans les officines, a déploré mercredi 13 avril le directeur du Programme national de lutte contre le paludisme (PNLP), Joris Losimba.

RDC: des fonctionnaires de l'Etat initient une pétition contre Matata Ponyo. Les fonctionnaires de l'Etat, réunis au sein des Syndicats indépendants de l'administration publique (SIAP), ont initié, depuis mardi 12 avril à Kinshasa, une pétition pour obtenir la révocation du Premier Matata Ponyo. Le porte-parole de SIAP, Rachidi Kayombo accuse le Premier ministre d'avoir mis en place un système de retraite massive au sein de la Fonction publique:

Administration publique: Pascal Isumbisho nie avoir falsifié les résultats du concours de recrutement. Le ministre de la Fonction publique, Pascal Isumbisho affirme n'avoir pas falsifié les résultats du concours de recrutement, organisé en novembre dernier, dans l'administration publique. Il l'a dit, jeudi 14 avril à l'Assemblée nationale, à la suite de la question orale que le député national Antoine Nzangi lui a adressée.

Pascal Isumbisho indique avoir plutôt corrigé les erreurs de transcription des côtes, contenues dans le rapport du jury de ce concours. Pour sa part, l'auteur de cette question orale, accuse le ministre de la Fonction publique d'avoir modifié la liste de gagnants du concours de recrutement.

Nord-Kivu : deux milices accusées d'exactions à Kalembe. Les Mai-Mai Pareco et les miliciens Nyatura commettent plusieurs exactions sur les habitants de la localité de Kalembe, dans le groupement Kisimba en secteur de Wanyanga (Nord-Kivu), a accusé le chef de groupement, Mwami Kabaki, dans une déclaration faite à Radio Okapi. Selon lui, ces Mai-Mai Pareco et les Nyatura font payer aux populations des taxes allant de 5 à 20 dollars américains, avant d'accéder dans leurs champs.

Ituri: les miliciens de la FRPI abattent deux militaires à Kolu. Deux militaires ont été abattus, dans la nuit de mercredi 13 avril, après être tombés dans une embuscade des miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI), dans la localité de Kolu (Ituri).

La ville de Lubumbashi de nouveau approvisionnée en maïs. La ville de Lubumbashi (Haut-Katanga) est de nouveau approvisionnée depuis mercredi 13 avril par des camions de grains des maïs. Selon le président provincial de la Fédération des entreprises du Congo (Fec), Eric Monga, ces produits proviennent des localités situées dans un rayon de près de 300 Km autour de Lubumbashi, Likasi et Kolwezi, pour faire face à la rareté de cette denrée sur le marché.

Kongo-Central : la route Boma-Moanda impraticable. La route reliant Boma et Moanda dans le Kongo central est devenue impraticable depuis quelques temps, ont décrié les organisations des Droits de l'homme de la cité de Moanda. Au lieu de deux ou trois heures de route, les véhicules mettent huit heures pour relier les deux contrées. Le président provincial de ces ONG invite les gouvernements national et provincial à s'impliquer activement pour la réhabilitation de cette route de 130 kilomètres qui menace Moanda d'enclavement en cette période des fortes pluies.

RDC: le 2e vice-président de l'Assemblée nationale Kombo Nkisi est décédé. Le deuxième vice-président de l'Assemblée nationale, Timothée Kombo Nkisi, est décédé ce jeudi 14 avril dans un hôpital en France où il était soigné depuis plusieurs jours. Dans le bureau provisoire que dirigeait Kombo Nkisi, le député Patrick Muyaya était rapporteur. « De Timothée Kombo, je garde particulièrement une phrase. Il m'avait dit : "Mon fils au service de la République, il n'y a pas de couleur politique". Il a fait le choix de privilégier les intérêts de la République à ceux de son parti », indique Patrick Muyaya.

Kamituga: la société civile exige la réhabilitation de la route nationale numéro 2. A l'appel de la société civile, une journée « ville morte » a été observée jeudi 14 avril à Kamituga (Sud-Kivu) pour exiger la réhabilitation du tronçon de la route nationale numéro 2 qui passe par cette cité. La dégradation de cette route occasionne une hausse des prix de plusieurs produits comme le riz et la farine de manioc qui proviennent de Bukavu.

RDC: la coalition des 33 ONG «préoccupée par les contours flous» du dialogue. La Coalition des 33 ONG de promotion et de défense des droits de l'homme indique être « profondément préoccupée par les contours flous du dialogue ». Me Georges Kapiamba, coordonnateur de cette structure, a déclaré que le facilitateur Edem Kodjo devait s'engager à respecter la résolution 2277 du Conseil de sécurité des Nations unies. Une résolution qui, selon lui, « vise à respecter la constitution par l'organisation de l'élection présidentielle d'ici novembre 2016 ».

Une nouvelle campagne de vaccination contre la polio lancée à Kinshasa. La deuxième phase de la campagne de vaccination contre la polio a débuté jeudi 14 avril à Kinshasa. Environ 1 717 000 enfants âgés de 0 à 5 ans devraient être vaccinés. Les équipes de vaccination feront du porte-à-porte.

Vendredi 15 avril.

Nord-Kivu: MSF reprend ses activités à Mweso. L'ONG Médecins sans frontières (MSF) a annoncé jeudi 14 avril qu'elle reprenait ses activités médicales et humanitaires à Mweso dans la province du Nord-Kivu. Elle avait mis fin à ses activités dans cette zone de santé il y a quatre mois pour des raisons sécuritaires.

Goma: l'ONG ODDPH appelle au vote de la loi sur la personne avec handicap. A l'issue d'un atelier jeudi 14 avril à Goma (Nord-Kivu), l'Observatoire pour la défense des droits des personnes handicapées (ODDPH) a plaidé pour le vote rapide au Parlement de la loi portant protection des droits de la personne avec handicap. «A partir de cette loi, nous aurons à défendre nos intérêts et nos droits», espère Raymond Wasanga, membre de l'ODDPH. Proposé par la députée Eve Bazaiba, ce texte avait été jugé recevable, lors de la plénière du jeudi 27 mars 2014 à l'Assemblée nationale. Il avait été transmis à une commission mixte, constituée des commissions Politique administrative et judiciaire (PAJ), Relations extérieures et socioculturelle, pour examen approfondi.

RDC: les autorités restituent le passeport à l'opposant Chalupa. Le président de l'Action pour la démocratie et le développement du Congo, Pierre-Jacques Chalupa, a obtenu finalement son passeport, lui permettant d'aller suivre des soins à l'étranger. Son porte-parole, Prince Epenge, c'est depuis lundi 11 avril que Jacques Chalupa est entré en possession de son passeport, confisqué depuis trois ans par les autorités congolaises. Tout en déplorant le retard avec lequel ce dossier s'est dénoué, il s'est dit néanmoins soulagé par la nouvelle.

Révision du fichier électoral : la Ceni promet de publier un chronogramme d'opération. Le président de la Commission électorale nationale indépendante, Corneille Nangaa a promis vendredi, sans préciser de date, de publier un chronogramme, reprenant les dates et les différentes opérations qui seront effectuées dans le processus de la révision du fichier électoral. Ce chronogramme mentionnera les dates de l'acquisition des matériels, du déploiement de ces matériels dans les centres d'inscription et le début effectif des opérations d'enrôlement des électeurs, a indiqué le président de la Ceni.

Sud-Ubangi: la société civile veut s'impliquer dans le développement de la province. La société civile du Sud-Ubangi veut accompagner les nouvelles autorités provinciales élues pour le développement de cette province, a déclaré le président de coordination de cette structure, Jules Mopila, mercredi 13 avril au cours d'une assemblée générale à Gemena. Le Sud-Ubangi, a affirmé M. Mopila, est rongé par de nombreux conflits qui opposent des communautés et il faudrait créer un environnement propice à transcender ces différends afin de promouvoir le développement.

Ituri: des personnes interpellées pour n'avoir pas acheté des fiches parcellaires. Environ quarante personnes, dont trois directeurs d'écoles primaires et un enseignant, ont été interpellées lundi dernier par le chef de la collectivité de Walendu Bindi en Ituri pour n'avoir pas acheté les fiches parcellaires. Le président des associations des écoles de Gety, chef-lieu de cette entité, Jérôme Ngudha Nzila, a dénoncé jeudi 14 avril, ces interpellations qu'il qualifie d'arbitraires et des tracasseries. Selon Jérôme Ngudha Nzila, pour avoir la fiche parcellaire, le chef de la collectivité de Walendu Bindi oblige le propriétaire à payer 30 000 francs congolais (32.59 USD) et 26 000 francs congolais (28.25 USD) d'amende, au cas où cet argent n'est pas versé.

Kinshasa: une conférence-débat d'Adolphe Muzito annulée. Les autorités académiques de l'Université protestante du Congo (UPC) ont annulé jeudi 14 avril une conférence-débat, initiée par le comité des étudiants et qui devrait être animée par l'ancien Premier ministre Adolphe Muzito. Selon le porte-parole de l'ancien premier ministre, Steve Kivata, cette conférence-débat ayant pour thème «Economie de la RDC, défis et perspectives», avait été autorisée auparavant par les autorités académiques avant d'être interdite la veille par les mêmes autorités «sans raison valable».

Révision du fichier électoral: Jean-Lucien Bussa pour la tenue de la présidentielle en septembre. Modérateur de la Dynamique de l'opposition, Jean-Lucien Bussa réitère son appel à la tenue de la présidentielle en septembre prochain. Il l'a rappelé après que le président de la CENI, Corneille Nangaa a annoncé de publier un chronogramme, reprenant les dates et les différentes opérations de la révision du fichier électoral. «Le peuple congolais attend de la CENI de remplir sa mission constitutionnelle et de se rappeler que la constitution s'impose à tous. Nous attendons que la CENI fasse son travail comme elle attend, mais que le 20 septembre, le scrutin du Président soit convoqué», a indiqué Jean-Lucien Bussa. Pour ce cadre de la Dynamique de l'opposition, la CENI se contredit en annonçant la publication d'un nouveau chronogramme parce que toute opération était programmée dans le calendrier global de février 2015.

Lubumbashi accueille le premier «Salon artisanat métiers». La première édition du «Salon artisanat métiers» a ouvert ses portes, vendredi 15 avril, à Lubumbashi, chef-lieu du Haut-Katanga. Le «Salon artisanat métiers» est organisé par la Fédération des entreprises du Congo (FEC) en partenariat avec la représentation du Centre Wallonie Bruxelles, à Lubumbashi. Selon le directeur de la Chambre de commerce et de transport à la FEC au Haut-Katanga, François-Xavier Musul, il s'agit d'une conférence exposition et vente des œuvres d'arts de Lubumbashi. Cette conférence entend fixer un nouveau regard sur les réalités de l'entrepreneuriat artistique dans la province du Haut-Katanga.

Bukavu: trois morts dans l'explosion d'une grenade. Trois personnes à bord d'une voiture ont trouvé la mort après l'explosion d'une grenade, vendredi 15 avril, dans la commune d'Ibanda, à Bukavu (Sud-Kivu). Des témoins accusent un inconnu d'avoir jeté cette grenade sur le véhicule qui roulait à vive allure.

Malemba Nkulu: la société civile nie avoir reçu une assistance d'OCHA. La société civile du territoire de Malemba Nkulu (Haut-Lomami) nie avoir reçu, du Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA), une assistance humanitaire au premier trimestre 2016. Le président de cette structure, Tridon Kabila s'oppose au rapport hebdomadaire d'OCHA, publié la semaine dernière à Lubumbashi, qui indiquait qu'environ dix mille personnes affectées par les inondations ont pu bénéficier d'une assistance humanitaire au premier trimestre 2016 sur les cent mille cas recensés à Bukama et Malemba Nkulu (Haut-Lomami).

Kinshasa: la Banque centrale appelée à organiser le marché de change. Le président de la Confédération des changeurs de la RDC, Donat Lengo appelle la Banque Centrale du Congo (BCC) à organiser le marché de change pour arrêter la dépréciation du franc congolais vis-à-vis de dollar américain. Sur le marché de Kinshasa, un dollar américain varie entre 950 et 980 franc congolais, au taux parallèle et à 945 francs congolais au taux de la Banque centrale du Congo.

